



EHPAD privé, public

(Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes)

Les personnels en ont marre d'être considérés comme des pions qui n'auraient qu'un seul droit SE TAIRE

A Annonay, l'UL CGT organise une mobilisation, le 30 janvier à 14H30, devant la Sécurité Sociale avenue de l'Europe. Les conditions de travail, dans les maisons de retraites et EHPAD sont inadmissibles

- Des personnels non remplacés
- Une charge physique et psychologique importantes
- Des accidents du travail et des inaptitudes pour raison de santé en forte augmentation
- Des sanctions pour les personnels qui osent se plaindre et dénoncer leur situation
- des droits bafoués (repos, congés annuels, amplitude horaire, formations, primes)
- une intensification des glissements de tâches
- un manque de personnel crucial et incontestable
- Des personnels menacés pour revenir sur leur repos
- De plus en plus de salariés entrent ou sortent du travail en pleurs
- La mise en place de la nouvelle tarification fragilise les EHPAD et créé encore plus d'inégalités
- Des EHPAD à des tarifs de plus en plus inaccessibles
- Un budget 2018 (PLFSS) pas du tout à la hauteur des enjeux de ce secteur sinistré
- Des résidents et des familles non satisfaits du service rendu
- Sans les moyens nécessaires, la bienveillance n'a pas de sens.

Les personnels et leur syndicat CGT, ne veulent pas être les complices de cette maltraitance institutionnelle et demandent l'abrogation de la réforme de la nouvelle tarification des EHPAD (qui ne permet plus de tenir compte de la spécificité de chaque établissement), des moyens nécessaires (un personnel pour un résident) pour assurer une prise en charge digne des résidents, le respect des personnels et de leurs droits ainsi qu'une réelle politique de lutte contre la précarité dans les EHPAD.

Pour certaines leur gestion est des plus douteuses. L'EHPAD de Satillieu en est un pur exemple, avec un déficit de 500 000 €, entériné par les élus locaux depuis des années, compensé par une augmentation des hébergements des résidents de 150 € par mois. La CGT demande que ces établissements soient financés par la Sécurité Sociale et contrôlés par des administrateurs salariés élus au suffrage universel à la Sécurité Sociale. Pour cela nous considérons que la Sécurité sociale doit revenir à son rôle de 1945, voulu et créé par nos aînés, dans le cadre du Conseil national de la Résistance.

Aujourd'hui, la Sécu est pillée par les patrons avec les importantes exonérations qui leur sont faites depuis 1993, par le pillage des caisses de retraites, dont ils se servent pour financer la santé au travail, dans le cadre de la CARSAT, dont nous n'avons qu'un infime contrôle.

Aujourd'hui, elle est, depuis 2017, financée pour la première fois depuis sa création par l'impôt plus que par les cotisations. Un impôt injuste nommé CSG qui ne cesse d'augmenter, créé en 1991 pour soi-disant sauver les emplois.

Rassemblement le mardi 30 janvier 2018 à 14h 30

Devant la Sécurité Sociale

Avenue de l'EUROPE ANNONAY

UNION LOCALE CGT ANNONAY

20, rue Henri Guironnet - 07100 Annonay - ☎ : 04 75 33 21 16 e.mail : ul-cgt.annonay@wanadoo.fr